

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4247 - Dimanche 13 août 2017 - Prix : 10 DA

Corée du Nord

## Trump maintient la pression et se dit prêt à frapper

Page 12

Selon l'Office national des statistiques

# Le taux de chômage a augmenté à 12,3%

Page 2

## Le grand pouvoir de la dissuasion

Par Mohamed Habili

L'arme nucléaire, si l'on met de côté les deux fois où elle a été effectivement employée, moins d'ailleurs pour gagner une guerre que pour la tester, ça ne sert que si l'on ne s'en sert pas. C'est là tout le paradoxe de la dissuasion, que par un passé récent on a aussi appelé et de façon plus suggestive d'ailleurs l'équilibre de la terreur. Une fois qu'on s'en est servi, cette arme ne remplit plus son objet. Elle tue alors en grand, elle irradie sur des kilomètres à la ronde, elle vitrifie, elle fait table rase, mais le fait est là, elle ne dissuade plus. L'ennemi contre lequel elle a été employée est dès lors si peu dissuadé qu'il n'a plus qu'une seule envie : y recourir en représailles, rendre la pareille, si lui-même est bien sûr une puissance nucléaire. Sans les deux fois où elle a été employée, comme on n'aurait pas eu une idée exacte des dommages qu'elle est en mesure d'occasionner, son pouvoir de dissuasion ne se serait jamais véritablement affirmé, quel que soit par ailleurs le succès des essais auxquels on a pu la soumettre. C'est parce que la foi en ce pouvoir est aussi grande que générale que personne ne croit vraiment que le monde est au bord d'une guerre nucléaire, compte tenu de l'échange de menaces, entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, ou plus exactement entre leurs deux leaders, Donald Trump d'un côté, Kim Jong Un de l'autre.

Suite en page 3

Victoire aux élections locales en ligne de mire

# Ould Abbès recadre les mouhafedhs



Djamel Ould Abbès a réuni hier matin, à l'hôtel «Sables d'or», Alger, les mouhafedhs et présidents des commissions de transition pour mettre les points sur les «i» à ses cadres et militants mais aussi à ses détracteurs, «ceux qui ont trahi le parti». C'était lors d'une rencontre entrant dans le cadre de la préparation des prochaines élections locales de novembre prochain que le secrétaire général du FLN a présentées comme étant «une étape cruciale» et «un tournant politique majeur» pour le pays et pour le vieux parti.

Lire page 3

Gardes-côtes à Mostaganem

## Quatre marins-pêcheurs secourus

Page 24



Musique

## Le groupe «Ithène» enchante les Algérois

Page 13

Sécurité des imams

# Le département de Bedoui confirme avoir pris les mesures qui s'imposent

■ *Walis et services de sécurité ont reçu instruction du département de Bedoui afin d'«assurer la sécurité et la tranquillité de nos imams et leur fournir toute la protection et les conditions favorables à l'exercice de leurs nobles tâches».*

Ph/D. R.



Par Meriem Benchaouia

Suite à plusieurs cas d'agressions rapportés ces derniers temps dans les colonnes de la presse nationale faisant état de passage à tabac et de violence verbale contre des imams et afin d'éviter que ces actes, toutefois, très isolés ne se généralisent, le département de Noureddine Bedoui a effectivement confirmé avoir pris les mesures qui s'imposaient pour assurer la sécurité des imams. A ce titre, dans un communiqué rendu public hier le ministère de l'Intérieur a indiqué avoir instruit les walis et les services de sécurité afin d'assurer la sécurité et la tranquillité des imams et de les protéger contre les actes d'agression et de vio-

lence verbale. «Conscient des dernières préoccupations de nos imams en ce qui concerne leur sécurité et tranquillité menacées par des actes d'agression et de violence verbale, qui restent isolés, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

*l'Aménagement du territoire confirme avoir pris immédiatement les mesures qui s'imposent devant telle situation», souligne le communiqué. A cet effet, le ministère de l'Intérieur a instruit les walis et les services de sécurité d'«assurer la sécurité et la tranquillité de nos imams et leur fournir toute la protection et les conditions favorables à l'exercice de leurs nobles tâches».*

## Cap sur le développement des régions frontalières du Sud

En vue d'insuffler une nouvelle dynamique aux régions frontalières du pays, longtemps délaissées par les pouvoirs publics, le cap est orienté vers les confins sud. En effet, le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, a annoncé à Tamanrasset que le gouvernement comptait mettre en place une «nouvelle stratégie» de développement des régions frontalières avant la fin de l'année 2017. «Le gouvernement prépare une nouvelle stratégie

de développement des régions frontalières et des wilayas déléguées, qui sera mise en place avant la fin de l'année 2017, et ce, en application des instructions du président de la République pour le développement de ces régions à travers un programme spécial», a indiqué M. Bedoui qui présidait une réunion consacrée à l'évaluation des projets de développement dans la wilaya déléguée d'In Guezzam en présence du wali de Tamanrasset et des secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels. Le ministre a précisé que ce programme «concernera tous les domaines de développement local», ajoutant que «tous les moyens matériels et humains seront mobilisés à cet effet». Le premier responsable du secteur a par ailleurs indiqué que les retards enregistrés dans les projets programmés dans la région étaient dus à des «défaillances» de certaines entreprises en charge de la réalisation de ces projets. Répondant aux préoccupations des élus locaux de la wilaya déléguée concernant la prise en

charge des «besoins de la communauté algérienne résidant dans les pays voisins», notamment après la fermeture du Consulat d'Algérie à Gao (Nord du Mali), le ministre a indiqué qu'une «réunion sera organisée entre les notables de la région et le ministre des Affaires étrangères à l'effet d'examiner la facilitation des procédures administratives en faveur de cette communauté». Après avoir présenté ses excuses à la population d'In Guezzam suite au report de sa visite prévue initialement ce vendredi dans cette wilaya déléguée, en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ont empêché l'atterrissage de l'avion à l'aéroport de celle-ci, le ministre a promis de s'y rendre «prochainement». Concernant le dossier de la migration clandestine, M. Bedoui a indiqué que l'Etat algérien «ne restera pas les bras croisés», arguant que la commission gouvernementale en charge du dossier veillait à prendre les mesures nécessaires pour protéger les frontières, en coordination avec les pays voisins. Il a rappelé l'existence de «réseaux criminels qui exploitent les femmes et les enfants des migrants clandestins à des fins de mendicité et autres actes inhumains». Le ministre a salué, par ailleurs, la contribution de la population de la région à la protection des frontières, ainsi que les efforts consentis par les services de sécurité à leur tête l'Armée nationale populaire (ANP) pour «la protection des frontières et la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité du pays». M. B.

## Incendies de forêt Plus de 18 pyromanes arrêtés

PAR AILLEURS, Noureddine Bedoui a indiqué que «les services de Sûreté et de la Gendarmerie nationales ont arrêté plus de 18 individus impliqués dans le départ des feux de forêt au niveau des wilayas affectées». Le ministre a déploré «l'absence» de la culture de l'assurance dans le secteur agricole, rappelant les «fermes instructions» données par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'indemnisation et l'accompagnement des victimes des catastrophes naturelles, qu'il s'agisse d'incendies ou d'inonda-

tions. Il a ajouté que les indemnités seront à la hauteur des pertes enregistrées, précisant qu'«elles seront versées après une enquête approfondie menée par les services sécuritaires». Concernant l'ampleur des dégâts occasionnés par les inondations ayant touché récemment certaines wilayas du Sud, M. Bedoui a précisé qu'«une commission est à pied d'œuvre pour évaluer les pertes au niveau des communes de Tamanrasset et d'In Salah et d'autres wilayas affectées et cerner les besoins des sinistrés».

Selon l'Office national de statistiques (ONS)

## Le taux de chômage a augmenté à 12,3%

Le taux de chômage en Algérie a atteint 12,3% en avril 2017 contre 10,5% en septembre 2016, soit une hausse de 1,8 point. Cette ascension touche beaucoup plus les personnes sans qualification ainsi que les diplômés de la formation professionnelle. Le taux de chômage en Algérie repart à la hausse. Selon l'Office national de statistiques (ONS), la population en chômage a ainsi atteint 1,508 million de personnes. Les disparités sont observées sur les plans sexe, âge, niveau d'instruction et diplôme obtenu. Les jeunes sont les plus touchés par le chômage. A ce propos, l'office indique que le taux de chômage des jeunes de 16-24 ans est de 29,7%. La hausse du chômage chez cette catégorie est certainement une conséquence des effets de la crise économique qui a touché pratiquement tous les secteurs d'activité. Ce qui a conduit au gel des recrutements dans beaucoup de secteurs d'activité. Il est relevé, dans le bilan de l'ONS, que l'évolution du taux de chômage selon le diplô-

me fait ressortir que l'augmentation enregistrée a touché les personnes sans qualification ainsi que les diplômés de la formation professionnelle.

Ainsi, le taux de chômage auprès des personnes sans qualification est passé de 7,7% en septembre 2016 à 10,1% en avril 2017, alors que celui des diplômés de la formation professionnelle est passé de 13% à 14,8% entre les deux périodes de comparaison.

Par contre, le taux de chômage des diplômés universitaires a légèrement reculé, passant de 17,7% en septembre 2016 à 17,6% en avril 2017, en baisse de 0,1 point.

### Plus de 52% des chômeurs n'ont aucun diplôme

Quant à la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu, il est constaté que 787 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit plus de la moitié de l'ensemble de la population en chômage (52,2%).

Les diplômés de la formation professionnelle constituent 24,1% des sans-emploi, tandis que les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 23,7% des chômeurs. Il est observé, par ailleurs, que la baisse du volume de l'emploi entre septembre 2016 et avril 2017 a touché le secteur du BTP avec un solde négatif de 91 000 personnes, ainsi que le commerce, les services et l'administration publique (un solde négatif de 84 000).

En revanche, un solde positif a été enregistré pour le secteur de l'agriculture (63 000) et l'industrie (36 000), comparativement à septembre 2016.

### Un fort taux de chômage de longue durée

Six chômeurs sur dix en moyenne sont des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire que 62,2% cherchent un poste d'emploi depuis une année ou plus.

Dans son bilan, l'ONS cite également quelques caractéristiques de la popula-

tion occupée. En avril dernier, le nombre de la population active a atteint 12,277 millions de personnes contre 12,117 millions en septembre 2016, avec un solde positif de 160 000 personnes, soit une hausse de 1,3%. Cette hausse est due principalement à l'augmentation du volume de la population à la recherche d'un emploi au cours de cette période, explique l'ONS. La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi où qu'elles soient en chômage. Sur cette population active, les femmes représentaient 20,6% avec un nombre de 2,524 millions en avril dernier.

Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle était estimée à 10,769 millions de personnes en avril 2017 contre 10,845 millions de personnes en septembre 2016, enregistrant un solde négatif de 76 000 personnes par rapport à septembre 2016.

Louiza Ait Ramdane

Victoire aux élections locales en ligne de mire

# Ould Abbès recadre les mouhafedhs

■ Djamel Ould Abbès a réuni hier matin, à l'hôtel «Sables d'or», Alger, les mouhafedhs et présidents des commissions de transition pour mettre les points sur les «i» à ses cadres et ses militants mais aussi à ses détracteurs, «ceux qui ont trahi le parti». C'était lors d'une rencontre en ligne de mire dans le cadre de la préparation des prochaines élections locales de novembre prochain que le secrétaire général du FLN a présentées comme étant «une étape cruciale» et «un tournant politique majeur» pour le pays et pour le vieux parti.



Par Lynda Naili

Ould Abbès, sommant les mouhafedhs et les présidents des commissions transitoires à ne pas s'immiscer dans le choix des listes de candidatures, enjoindra à ces derniers de mener un travail de proximité en coordination avec les députés et les sénateurs. «Vous n'avez pas le droit de désigner qui que ce soit», matraquera-t-il. Prônant «démocratie et transparence», Ould Abbès demandera aux mouhafedhs et présidents des commissions transitoires de ne porter aucune pression sur les militants lors des assemblées générales des kassemate, en les laissant choisir librement leur candidat. «Votre rôle pour ces élections locales, leur dira-t-il, est celui de l'organisation, de la préparation, de l'encadrement et le contrôle du travail fait par les assemblées générales des kassemate», précisera-t-il. A ce propos, il donnera un délai de 24 jours, en l'occurrence le 5 septembre prochain, pour la transmission de tous les PV des assemblées générales électives à travers les 48 wilayas à la direction nationale qui a un droit de regard sur les listes. Passé ce délai, «la direction se chargera de désigner les candidats, ce qui serait un véritable échec pour vous», lancera-t-il aux mouhafedhs.

Dans ce contexte, somme

toute insatisfait du découpage administratif de la capitale qui actuellement comporte 57 communes, et qui selon lui porte préjudice à son parti en termes d'assiette électorale, Ould Abbès dira qu'il fera la proposition à qui de droit pour un nouveau découpage administratif de la circonscription d'Alger.

## «Seul le travail de proximité mènera le FLN à la victoire»

Aussi, estimant que ces élections locales sont une opportunité pour renouer avec «la base», Ould Abbès insistera sur le travail de proximité à mener à travers des actions de sensibilisation autour de l'importance des prochaines élections locales et à mettre l'accent sur les préoccupations des citoyens, particulièrement celles concernant l'éducation, la santé et le logement. Et pour cause, selon lui, seul le travail de proximité devra mener son parti à la victoire aux municipalités. «La force d'un parti réside dans la force de sa base militante», matraquera-t-il à plusieurs reprises. «Le retour à la base, après les malencontreuses circonstances du passé qui ont fait qu'aujourd'hui nous sommes dans un stade très dangereux, est primordial», avertira-t-il. A ce sujet, accueillant avec satisfaction «la forte adhésion des militants à la circulaire N°12» qu'il a récemment adressée aux ins-

tances du parti au sujet des critères de choix des candidats «en toute transparence et démocratie» et des conditions imposées à ces derniers, il dira que c'est «un signe de bonne santé politique du parti». «Finie el maârifra (les passe-droits)», lancera-t-il à l'assistance. «Désormais, nous donnerons la parole aux militants, nous les écouterons et nous respecterons leur choix. Ce n'est que de cette manière que nous gagnerons ce double scrutin de novembre prochain», ajoutera-t-il. Aussi, Ould Abbès demandera aux 9 700 cadres qui compose le FLN et autres militants mais aussi aux futurs candidats du parti d'être à l'écoute des préoccupations quotidiennes des citoyens afin de gagner leur confiance. Comme pour appuyer l'importance du rendez-vous électoral quant à la confortation du vieux parti à sa place de première force politique du pays, mais aussi compte tenu des résultats des dernières législatives du 4 mai dernier, le SG du FLN expliquera à ses cadres que «les locales sont différentes des législatives. Ces dernières sont des élections nationales devant désigner des hommes qui produiront des lois, alors que pour les communales, la commune est la structure de base du pays et la colonne vertébrale de la société». En outre, à ceux qui répandaient que le FLN, à travers ces élections locales, se prépare pour les présidentielles

prochaines, Ould Abbès rétorquera que «nous ne parlons pas de 2019 (échéances présidentielles), et il est interdit à tout responsable au sein du parti d'évoquer ce sujet. Nous parlons de novembre 2017, nous parlons des préoccupations des citoyens pour gagner ces élections locales APW/APC».

Par ailleurs, affirmant que sa préoccupation majeure à l'heure actuelle est de mener son parti à une victoire éclatante, Ould Abbès, évoquant le chapitre des dernières législatives qui «se sont déroulées dans une ambiance particulière, de laquelle nous sommes Dieu merci sortis vainqueurs, faisant que nous avons maintenu notre place de première force politique du pays. Malgré ce qui s'est passé, j'ai assumé mes responsabilités». Mais pour les municipales, il brandira la menace des sanctions contre tous ceux qui sont sortis des rangs et ont trahi la confiance du parti.

## «Je ne discute pas les décisions du Président»

Par ailleurs, interrogé, à l'occasion d'un point de presse en marge de la rencontre avec les mouhafedhs sur l'instruction présidentielle adressée le 8 août au Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, après une polémique soulevée sur sa rencontre avec son homologue français Edouard Philippe, Ould Abbès affirmant «le soutien du FLN au gouvernement Tebboune tant que celui-ci bénéficie de la confiance du chef de l'Etat», répondra que «quand le Président parle, on ne doit plus polémiquer, on applique les instructions du président, on ne le commente pas. Il est le chef suprême des armées, le premier juge du pays, il a la confian-

## LA QUESTION DU JOUR

### Le grand pouvoir de la dissuasion

Suite de la page une

Il n'a pas manqué pourtant de gens pour tenter de convaincre le monde qu'il a tort de trop se fier à ce pouvoir, qu'il existe en l'occurrence des raisons de s'inquiéter, mais leurs alertes n'ont guère retenu l'attention. La dissuasion, ou l'on y croit ou l'on n'y croit pas. De toute évidence, le monde y croit. Il y croit pour la bonne raison que c'est elle qui a fait que Russes et Américains vivent somme toute en assez bonne intelligence, alors même que les raisons d'en découdre sans personne pour s'interposer, et par là même de se détruire mutuellement, et tout le monde avec eux par la même occasion, ne leur ont pas manqué depuis le milieu du siècle dernier. C'est à l'arme nucléaire, la seule qui soit faite pour ne pas servir, qu'on doit d'avoir fait l'économie d'une troisième bocherie mondiale, forcément plus grande que les deux précédentes en raison du développement technologique survenu dans l'interval. Voilà pourquoi Américains et Coréens du Nord ont beau pour l'heure se défier en des termes pour le moins dénués de diplomatie, non seulement ils ne parviennent pas à alarmer leur monde, à lui faire peur, mais ils ne réussissent ce faisant qu'à l'amuser. Plus ils en font pour être pris au sérieux l'un par l'autre, plus savoureuse est le spectacle qu'ils offrent. L'idée que l'arme nucléaire a été inventée non pour mener à la guerre, mais au contraire pour la rendre impossible est si profondément enracinée dans l'opinion mondiale que rien, à moins le fait lui-même, c'est-à-dire une guerre nucléaire éclatante malgré tout, ne pourra l'ébranler. De là le doute que cherchent à insuffler par la bande certains esprits retors, comme quoi ce n'est pas en l'occurrence le pouvoir de la dissuasion qui est en cause, mais ses incarnations actuelles : Donald Trump et Kim Jong Un. Jusqu'où peut-on se fier à leur maturité, à leur rationalité, à leur compréhension du rôle que les circonstances leur font tenir, consistant pour l'essentiel à brandir d'autant plus haut l'arme fatale qu'on n'est fermement décidé à ne pas s'en servir. A vrai dire, c'est plutôt le jeune Kim Jong Un qui pourrait donner le plus de prise à ce doute, lui dont on se demande avec un malin plaisir s'il est assez mûr pour ne pas confondre arme et jouet atomiques.

M. H.

## Il prend la défense du professeur Mokhtar Hasbellaoui Ould Abbès : «Le ministre n'est pas responsable»

PRENANT la défense du ministre de la Santé, Professeur Mokhtar Hasbellaoui, sur les derniers incidents survenus dans le secteur, notamment le décès de la jeune femme et de son bébé à Djelfa, Ould Abbès dira que le secteur de la santé en Algérie est malade, et cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Aussi, les dépassements et les négligences qui surviennent dans les hôpitaux du pays ne sont pas de la responsabilité du ministre de la Santé, d'autant plus qu'il vient juste de prendre ses fonctions ministérielles. L. N.

ce du peuple, c'est lui le président, c'est lui le dirigeant». «C'est le Président Bouteflika qui dirige le pays et qui prend les décisions. Il est au courant de tous les dossiers». Ceci, Ould Abbès ne manquera pas rappeler que «Tebboune est nommé Premier ministre par le président de la République» et qu'il «fait partie de la direction du FLN». L. N.

Une forte demande exprimée en été

# Les voitures de location se font désirer

■ Les véhicules de location sont devenus rares à trouver. Un vrai casse-tête pour les citoyens qui veulent s'en accommoder. Le marché ayant fleuri il y a cinq à six ans, il n'arrive point à satisfaire la forte demande. Il faut dire que la flambée des prix des voitures neuves y est pour beaucoup.

Par Yacine Djamel

L'été est la saison où les Algériens bougent beaucoup. Louer un véhicule pour une journée, une semaine, voire tout un mois, est devenu une quête désespérée. Pour cause, à chaque saison estivale les voitures de location se font de plus en plus rares. Fortement désirées en cette période, toutes les agences effectuant cette prestation affichent plein. Un vrai parcours du combattant pour trouver une voiture disponible. Toutes sont déjà sorties, parfois des mois à l'avance. A peines rendues par les clients que d'autres se les approprient. Pour les citoyens à besoin urgent, il est juste impossible de se payer les avantages d'un véhicule même pendant 24 heures. «Je viens de dénicher difficilement un véhicule de location tout simple

et ce, uniquement en passant par plusieurs de mes contacts. Une chance pour un mois d'août, car il y a un grand manque en été surtout», a souligné Djamel, un habitué du marché. Kader, quant à lui, nous a juré que son frère est propriétaire d'une agence de location de voitures et malgré cela il lui arrive de rester lui-même sans bagnole, a-t-il expliqué en rigolant. Des situations incroyables et drôles compte tenu de l'absence de choix en la matière. «Plusieurs fois je suis resté sans voiture, même quand j'en avais besoin dans des cas d'extrême urgence. Le hic dans l'histoire, c'est que presque la moitié de mes amis sont propriétaires d'agences de location de voitures. Ce qui ne change absolument rien, vu la course effrénée sur les carrosses», a fait savoir Khaled, un jeune habitant de Tizi-Ouzou. Ainsi, les véhicules de location sont devenus rares à trouver. Un vrai casse-tête pour les citoyens qui veulent s'en accommoder. Le marché ayant fleuri il y a cinq à six ans de cela, il n'arrive point à satisfaire la forte demande. Il faut dire que la flambée des prix des voitures neuves y est pour beaucoup aussi. Un créneau prospère pour les commerçants qui activent dans le secteur. La raison est que même les clients qui ont les moyens de se payer aisément les services de ces agences pour de longues durées se trouvent dans la même situation difficile. Il faut dire que souvent les agences qui proposent des voitures à louer ont tellement le choix qu'elles préfèrent



PHOTO: R.

traiter en prioritaire avec des entreprises. En deuxième lieu, elles choisissent leurs connaissances qu'elles favorisent avec des avantages, sans caution ni pièce d'identité parfois. Le fort taux de la demande régle bien la loi de l'offre et de la demande au point de donner un grand

choix de contrôle à ces prestataires de services. Une première en Algérie qui en dit long sur la crise de l'automobile dans le pays. Pour ce faire, les autorités, au lieu d'encourager l'activité qui apporte un bénéfice considérable à l'économie tant elle se veut compensatoire pour l'achat

des neuves, ont fait le contraire. La preuve étant la réduction des projets de l'Ansej accordés dans ce domaine d'activité. Paradoxe et triste constat, mais il en est ainsi. En somme, le citoyen paie toujours, la pénurie des véhicules de location en est le témoin. Y. D.

## Sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou Plus de 400 opérations en juillet dernier

DURANT le mois de juillet écoulé, les services de la police judiciaire à la Sûreté de wilaya de Tizi Ouzou ont mené pas moins de 407 opérations coup-de-poing contre 315 points essentiellement des quartiers sensibles, des lieux publics, des marchés, la gare routière, des chantiers et autres, a indiqué, hier, la cellule de communication du même corps de sécurité à Tizi Ouzou dans un communiqué. Aussi, quelque 4 338 personnes ont été contrôlées dont 65 d'entre elles ont été présentées devant le parquet pour différents délits tels que le port d'armes prohibées, détention de stupéfiants et de psychotropes. En outre, 15 d'entre elles font l'objet de mandat de recherches alors que 3 sont en séjour illégal sur le territoire national. Parmi les mis en cause, 25 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt. La même source indique également que durant la même période de référence concernant les infractions économiques et financières, 16 affaires impliquant 17 personnes ont été traitées. Soulignant, à ce propos, que sur les 17 arrestations, 4 ont été présentées au parquet qui a ordonné le placement de deux d'entre elles sous contrôle judiciaire alors que les deux autres ont bénéficié de liberté provisoire. Quatorze dossiers judiciaires ont été transmis au parquet dans le cadre de ces mêmes affaires.

Hamid M.

## Tizi Ouzou

### Livraison en septembre de plus de 1 000 logements AADL

Le directeur du logement de la wilaya de Tizi Ouzou a annoncé, hier, la livraison prochaine d'un quota de 1 087 logements du programme de la formule location-vente de l'Agence pour l'Amélioration et du développement du logement (AADL) 2001 et 2002. L'engagement a été pris par les autorités concernées lors de la réunion du 20 juillet avec les souscripteurs au programme de 2 000 logements au niveau du pôle urbain de Oued Fali (sortie

ouest de Tizi Ouzou) portant livraison de ces 1 087 unités. Intervenant sur les ondes de la radio locale, Habib Argoub a confirmé que l'entreprise turque en charge de ce projet, à savoir, Gurbag, s'est engagée à respecter les délais fixés pour la distribution de ces logements au profit des souscripteurs qui attendent depuis une plus d'une décennie. Pour rappel, en juillet dernier à l'occasion du déplacement du directeur régional de l'AADL sur ce chantier, l'entre-

prise turque s'était engagée à livrer un lot de 627 logements en septembre prochain et un deuxième lot de 460 logements dans le mois qui suivra. Tandis que pour les 904 autres restants du même programme de 2 000 unités de Oued Fali, la date de livraison est fixée pour 2018 sans en préciser toutefois le mois, d'autant plus que l'entreprise turque venait tout juste de lancer les travaux de gros œuvre de ces immeubles. S'agissant des commodités au niveau de

ce nouveau pôle urbain, le wali de Tizi Ouzou avait instruit ses différentes directions (Sonelgaz, Algérienne des eaux, les ressources en eau, urbanisme et autres) de procéder aux travaux de raccordement. Le chef de l'exécutif avait même promis de désaffecter provisoirement l'Institut d'enseignement professionnel, unique infrastructure publique achevée au niveau de ce site urbain, pour servir d'école primaire.

Hamid M.

## Gestion des œuvres sociales de l'université de Béjaïa

### Le Snapap et le Cnes mécontents des «ingérences exercées par des responsables»

La section du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) de l'université de Béjaïa et le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) de Béjaïa se plaignent des agissements de quelques responsables de l'université de Béjaïa. Ils dénoncent particulièrement, dans une déclaration qui nous a été adressée, «des manœuvres, manipulations, clientélisme du rectorat dans la

gestion des œuvres sociales». Ils accusent ce dernier d'abus, notamment de convoquer «régulièrement la commission des œuvres sociales pour influencer ses décisions au profit de certaines personnes». A ce sujet, le Snapap (section université de Béjaïa) et la section locale du Cnes de l'université de Béjaïa «annoncent dès à présent leur opposition à toute décision émanant d'une quelconque réunion de la commission des

œuvres sociales sous l'égide de l'administration rectoriale». Et de faire remarquer qu'ils ne comptent pas se taire au sujet de la gestion des œuvres sociales. «Les deux sections syndicales comptent exercer pleinement leurs droits vis-à-vis de la commission des œuvres sociales qui gère l'argent des travailleurs et des enseignants». Les deux sections syndicales parlent «d'agissements contraires à la réglementation de certains respon-

sables de l'Administration rectoriale qui s'immiscent dans les attributions de ladite commission et relèvent des irrégularités liées notamment aux convocations de la commission par l'administration rectoriale, dans le but clair, estime-t-on, d'influencer la décision de la commission à propos de l'attribution de l'exploitation des deux cafétérias des deux Campus de Targa Ouzemmour et d'Aboudaou».

H. C.

## Pétrole

## Les cours terminent en hausse à New York

■ Les cours du pétrole coté à New York ont terminé la séance en légère hausse après un rapport mitigé de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur le marché mondial et une petite progression du nombre de nouveaux puits aux Etats-Unis.

Par Salem K.



Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre, référence américaine du brut, a terminé à 48,82 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), prenant 23 cents par rapport à la clôture de jeudi. Le prix du baril, en repli à l'ouverture,

s'est redressé en toute fin de séance après la diffusion des chiffres de l'entreprise Baker Hughes montrant que le nombre total de puits actifs aux Etats-Unis avait modestement progressé (+3) la semaine dernière à 768 puits. La faiblesse de cette hausse «signifie que les compa-

gnies qui effectuent ces forages réduisent leurs dépenses d'investissements pour 2017», a remarqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates. «Cela va peut-être freiner la croissance de la production américaine et aider à résorber un peu de l'offre en excès sur le marché». L'AIE a dif-

fusé vendredi un rapport mitigé sur le marché mondial du pétrole. L'organisation a, d'une part, légèrement revu à la hausse vendredi sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2017 : elle anticipe désormais une progression de la demande de 1,5 million de barils

par jour (mbj) à 97,6 mbj en moyenne sur l'année, soit 0,1 mbj de plus que lors de la précédente estimation en juillet. Pour 2018 toutefois, la croissance devrait être un peu plus faible à 1,4 mbj (inchangé par rapport au mois dernier) pour atteindre 99 mbj. Mais l'agence basée à Paris a aussi mis en avant le fait que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres pays partenaires (dont la Russie) ne respectaient pas complètement les quotas qu'ils se sont imposés. Ces gros producteurs de brut ont en effet décidé fin 2016 de réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les prix du baril. Selon l'AIE, le taux de conformité à ces exigences a reculé à 75% en juillet après 77% en juin. Pour les pays hors Opep, ce taux est de seulement 67%. Ce rapport a confirmé la hausse de la production de l'Opep, déjà évoquée par le rapport mensuel du cartel publié la veille.

S. K./Agences

## Tunisie

## Le déficit de la balance commerciale s'aggrave

Le déficit de la balance commerciale de l'hors énergie se limite à 6,505 milliards de dinars au moment où le déficit de la balance énergétique s'établit à 2,122 milliards de dinars (24,6% du total du déficit), contre 1,859 milliard de dinars durant les sept mois de l'année 2016. Le solde de la balance commerciale de la Tunisie a enregistré un déficit de 8,628 milliards de dinars (un dinar tunisien = 0,354 euro), durant les sept premiers mois de l'année 2017, contre 6,856 milliards de dinars durant la même période en 2016, indique l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) qui rapporte les statistiques publiées aujourd'hui par l'Institut national de la statistique (INS).

Ce déficit est expliqué par la divergence au niveau du rythme de croissance entre les importations (+18,8%) et les exportations (+15,9%), précise TAP. Cette divergence est due au déficit enregistré avec certains pays, comme la Chine (-2,378 milliards de dinars), l'Italie (-1,156 milliard de dinars), la Turquie (-1,014 milliard de dinars), la Russie (-0,840 milliard de dinars) et l'Algérie (-0,2597 milliard de

dinars). Pour rappel, le déficit commercial de la Tunisie durant l'année 2016 était de 12,62 milliards de dinars contre 12,05 milliards de dinars en 2015. En revanche, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement avec la France (+1,747 milliard de dinars), la Libye (+0,4434 milliard de dinars) et le Royaume-Uni (0,1502 milliard de dinars).

## Un déficit moins important hors énergie

D'autre part, le déficit de la balance commerciale hors énergie se limite à 6,505 milliards de dinars au moment où le déficit de la balance énergétique s'établit à 2,122 milliards de dinars (24,6% du total du déficit), contre 1,859 milliard de dinars durant les sept mois de l'année 2016. Durant la même période, les exportations ont continué à augmenter avec une progression de 15,9%, ajoute TAP. En valeur, elles ont atteint 19,128 milliards de dinars, contre 16,507 milliards de dinars durant la même période de l'année 2016.

## Les exportations de pétrole brut ont doublé

Les exportations de pétrole brut ont enregistré une augmentation de 0,8309 milliard de dinars contre 0,4039 milliard. Celles des produits agricoles et agro-alimentaires ont progressé de 12,9%. Dans le secteur des industries mécaniques et électriques les exportations ont progressé de 18%, dans le textile-habillement-cuirs de 13,2% et dans les industries manufacturières de 9,7%. Les exportations du secteur des mines, phosphates et dérivés a enregistré, quant à lui, une baisse de 14,8%, suite à la diminution des exportations en acide phosphorique (0,2531 milliard de dinars contre 0,3656 milliard).

## Une hausse de 18,8% des importations

Les importations ont atteint la valeur de 27,756 milliards de dinars contre 23,363 milliards de dinars durant la même période de l'année 2016, enregistrant une hausse de 18,8% contre 16,4% durant les

six premiers mois de l'année 2017 et -0,7% durant la même période de l'année 2016. Les exportations tunisiennes vers l'Union européenne (75,4% du total des exportations) ont augmenté de 19,9%. Avec les pays du Maghreb, elles ont baissé de 22,3% avec l'Algérie et de 10,7% avec la Libye. En revanche, les exportations vers le Maroc ont augmenté de 20,2%. Pour les importations, les échanges commerciaux des biens avec l'Union européenne (54,3% du total des importations) ont enregistré une hausse de 21,4% pour s'établir à 15,061 milliards de dinars. La France et l'Italie maintiennent leurs premières places des principaux fournisseurs avec des parts respectives de 15,2% et de 15,8%. Les importations ont augmenté de 13,3% avec la France et de 29,9% avec l'Italie. La Chine était le pays avec lequel la Tunisie avait enregistré le déficit commercial le plus important (-3,8439 milliard de dinars), suivie par d'autres pays dont notamment la Turquie (-1,4822 milliard de dinars) et la Russie (-1,3756 milliard de dinars).

Safia T.

## Changes

## L'euro baisse un peu face au dollar

L'euro perdait un peu de terrain face au dollar dans un marché dominé par la prudence avant les chiffres de l'inflation américaine pour juillet et dans un contexte de tensions géopolitiques accrues entre la Corée du Nord et les Etats-Unis. L'euro valait 1,1758 dollar contre 1,1772 dollar jeudi soir. La monnaie européenne baissait également face à la devise japonaise, à 128,15 yens pour un euro – tombant même le matin à 128,07 yens, au plus bas en cinq semaines – contre 128,56 yens la veille. Le dollar aussi baissait face à la devise japonaise, à 108,99 yens pour un dollar – après avoir atteint 108,91 yens

dans l'après midi, son niveau le plus faible en deux mois – contre 109,20 yens jeudi soir. «L'attention du marché pourrait bien revenir sur les fondamentaux économiques, au moins temporairement, avec la publication des dernières données sur l'inflation aux Etats-Unis, prévue à midi», a observé un analyste. «La récente faiblesse de l'inflation a poussé les investisseurs à réduire leurs attentes vis-à-vis du resserrement de la politique monétaire de la Fed (Réserve fédérale américaine) et la date attendue de la prochaine hausse des taux d'intérêt a ainsi été repoussée au début de l'année prochaine, ce qui a lourdement pesé sur le dol-

lar ces derniers mois», a expliqué la même source. La prudence des cambistes vis-à-vis des perspectives économiques aux Etats-Unis a été ravivée jeudi par l'annonce d'un recul inattendu des prix à la production en juillet dans le pays, donnant un coup de frein à la tentative de reprise du billet vert amorcée vendredi dernier par un rapport mensuel sur l'emploi et le chômage encourageant. L'inflation et la santé du marché du travail sont les deux principaux éléments décortiqués par la banque centrale américaine pour décider de sa politique monétaire. «L'inflation est l'une des principales sources d'inquiétudes

pour la Fed et l'une des raisons pour lesquelles elle n'a pas suivi un rythme de hausse de taux plus soutenu, donc des chiffres décevants pourraient mettre de nouveau à mal les perspectives du dollar», a prévenu un autre analyste. Mais les cambistes restaient dans l'ensemble attentifs à l'évolution des tensions entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. La joute verbale entre le président américain Donald Trump et le régime nord-coréen cette semaine a sorti le marché d'une certaine torpeur estivale. La monnaie britannique montait légèrement face à la monnaie unique, à 90,63 pence pour un euro, et se stabilisait face au dol-

lar, à 1,2973 dollar pour une livre. La monnaie suisse s'appréciait face à l'euro, à 1,1292 franc pour un euro, ainsi que face au dollar, à 0,9605 franc pour un dollar. La devise chinoise repartait à la baisse face au billet vert, à 6,6663 yens pour un dollar contre 6,6470 yens jeudi après-midi quand elle avait atteint son niveau le plus fort en fin d'échanges depuis fin août 2016. L'once d'or valait 1 288,14 dollars, contre 1 284,40 dollars jeudi soir. Le cours de l'once de métal jaune est monté vendredi matin à 1 289,08 dollars, son niveau le plus élevé en un peu plus de deux mois.

R. E.

Souk Ahras

# Plus de 500 contrats du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle résiliés

■ Pas moins de 530 contrats de travail dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) ont été résiliés dans la wilaya de Souk Ahras depuis janvier dernier, suite à l'opération d'assainissement des listes des dispositifs d'emploi, a indiqué le directeur de l'Agence de wilaya de l'emploi (Awem).



Par Lydia O.

Les principales raisons de résiliation sont dues au double placement dans 72 cas, l'obtention d'un emploi permanent dans des entreprises économiques dans 125 cas, ainsi que la permanence dans des postes d'emploi de la Fonction publique pour 14 cas, a précisé Abderezak Mazouz. Le même responsable a ajouté que trente contrats de ce dispositif ont été transformés en contrats de travail aidé (CTA) alors que 71 jeunes bénéficiaires de contrats (DAIP) ont obtenu des transferts vers d'autres wilayas dans le cadre du même dispositif. L'opération d'assainissement qui devra se poursuivre jusqu'à la fin de l'année en cours permet d'assurer l'efficacité du dispositif DAIP, le suivi des placements tout en répondant aux besoins des différents établissements et ins-

tances en matière d'emploi, a-t-il fait savoir. Depuis janvier de l'année en cours, il a été procédé au placement de 1 400 demandeurs d'emploi dans le cadre de différents dispositifs gérés par l'Agence de wilaya de l'emploi, dont 1 075 placements dans des entreprises économiques, classés dans la formule dite «classique», 130 emplois dans le cadre du DAIP et 214 placements en CTA, a-t-il affirmé. Ces résultats ont été obtenus grâce aux visites effectuées sur le terrain par les éléments de l'Awem ciblant diverses entreprises économiques de la wilaya de Souk Ahras, notamment celles activant dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture, dans le cadre de la stratégie de promotion des pôles industriels ayant bénéficié d'un soutien spécifique de l'Etat, a encore souligné le responsable. Les ateliers de formation consacrés aux tech-

niques de recherche d'emploi, à l'entretien professionnel ainsi qu'à la rédaction de CV (curriculum vitae) ont été d'un grand apport pour les promus des centres de formation professionnelle et ceux de l'enseignement supérieur pour optimiser leur chance afin de bénéficier d'un placement dans le cadre des dispositifs d'emploi, a-t-on indiqué.

## 630 hectares décimés par les feux de forêt

Les incendies enregistrés dans la wilaya de Souk Ahras depuis le début du mois de juin dernier ont détruit 632 hectares de forêt dont des arbres de pins d'Alep, de chêne-liège, de broussailles et de maquis, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Pas moins de 469 incendies se sont déclarés dans les forêts de Melagui El Ouidan, dans la commune d'Ain Zena et El Menkoub, relevant de la locali-

té de Henancha, où respectivement 70 et 60 hectares de pin d'Alep ont été détruits, a précisé le chargé de l'information et de la communication au sein de ce corps constitué, le capitaine Reda Messai, qui a ajouté que dans les forêts de Kabel El Aliya à Sedrata et de Mechtat El Kalia dans la commune de Mechroha, 30 hectares de chêne-liège ont été détériorés. Ces feux qui ont été maîtrisés par les services de la Protection civile ont également provoqué la destruction de 35 hectares de pin d'Alep à la forêt d'Oued El Djedra, au chef-lieu de wilaya, ajoute le même responsable. Durant la même période, les services de la Protection civile ont recensé la perte de 1 500 arbres fruitiers dont la majorité des oliviers, 1 600 bottes de foin, 70 ruchers, 10 hectares de blé et d'orge et 26 têtes ovines dans des incendies, a encore noté la source, indiquant que la célérité d'intervention des éléments de la

Protection civile a permis de préserver de grandes surfaces du patrimoine forestier et des biens des riverains. Ces incendies ont touché les communes d'Ain Zena, Ouled Idriss, Ouled Moumene, Mechroha, Zaârouria, Souk Ahras, M'daourouch, Henancha et Tifech, a-t-on encore souligné, précisant que l'incendie déclaré dans la forêt de Melagui El Ouidan dans la localité d'Ain Zena a nécessité le renforcement des équipes de la Protection civile de Souk Ahras par un effectif venu des wilayas de Guelma, Oum El Bouaghi, Tébessa et Batna pour venir à bout des flammes.

L. O./APS

## Oran/ Réalisation de l'Ecole de police de Gdyl Appel à renforcer en main-d'œuvre le chantier

LE SECRÉTAIRE général de la wilaya d'Oran, Si Ali Meddah, a instruit le chef de file du groupement conjoint d'entreprises algéro-coréen-espagnol à renforcer en main-d'œuvre le chantier de réalisation de l'Ecole de police de Gdyl (Oran) pour pouvoir livrer le projet dans les délais, soit en 2019. «Le chantier est pratiquement à l'abandon et il faut focaliser en priorité d'ici septembre à renforcer le chantier en travailleurs et, si c'est nécessaire, en main-d'œuvre étrangère», a jugé le responsable, lors d'une visite sur site en présence de cadres de la Sûreté de la wilaya. «Il n'y a ni problèmes de matériaux de construction, ni d'agréments et le projet a trop duré», a-t-il fait remarquer, déplorant le manque d'effectif au niveau de ce chantier. Pour sa part, le chef de file du projet a soulevé le problème d'un avenant, dont les prix ont été contestés par la direction des équipements publics de la wilaya d'Oran. A ce sujet, un représentant de la direction des équipements publics de la wilaya a expliqué que le projet, dont le taux d'avancement des travaux est à 30%, accusait un retard pour défaut de paiement, assurant qu'«une tranche de 2.1 milliards DA a été payée». Ce projet d'un coût de 8 milliards DA est implanté sur une superficie de plus de 40 hectares, parallèlement à la RN n° 11 à l'entrée de Gdyl, une commune chef-lieu de daïra, située à l'est d'Oran. Il prévoit une école de 1 500 places pédagogiques, composée de plusieurs blocs administratifs, de formation, de structures sportives et autres annexes, selon la fiche technique.

R. R.

## Tlemcen/ Projet de réhabilitation du périmètre irrigué de Maghnia

### Plus de 21 000 postes de travail attendus

Plus de 21 000 postes d'emploi seront générés par le périmètre irrigué de Maghnia, une fois ses 7 000 hectares de superficie réhabilités, a-t-on appris du wali de Tlemcen, Ali Benyaïche. Suivant un calcul théorique effectué par les techniciens en charge de ce projet, dont la superficie a été ramenée de 4 500 ha initialement à 7 000 ha à la faveur de ce projet de réhabilitation, à raison de trois travailleurs par hectare, le périmètre emploiera 21 000 et même plus, a déclaré le responsable de l'exécutif lors d'une visite de travail à Maghnia. L'extension des terres irriguées est un atout pour développer l'agriculture grâce aux transferts des eaux des barrages de la région, d'où l'intérêt à accorder à cette opération, a-t-il souligné, mettant en exergue l'importance de ce périmètre qui contribue à l'augmentation des productions agricoles et la création d'emplois. Doté d'une autorisation de programme

de 4 milliards DA, ce projet porte sur des travaux de réhabilitation et d'extension de sa superficie et de son système hydraulique, dont 5 000 ha seront équipés, a expliqué le chef de projet de l'entreprise «EATH» d'Alger qui a lancé les travaux le 19 septembre 2016 pour un délai de 16 mois. Les travaux portant notamment sur la rénovation des conduites et équipements d'irrigation ont atteint un taux d'avancement de 36%. Des conduites de distribution d'eau d'irrigation totalisant 172 km seront posées sur place, a-t-on fait savoir. La gestion du périmètre irrigué de Maghnia a été confiée à l'Office national d'irrigation et de drainage (Onid) par la wilaya de Tlemcen dans le but d'augmenter le rendement productif de cette zone agricole appartenant à quelque 580 agriculteurs. Ce périmètre, qui est irrigué depuis le barrage de Hammam Boughrara et des forages, est doté d'une importante canalisation d'irrigation. Créé en

1974, ce périmètre connaîtra, par ailleurs, l'amélioration de la situation des ressources hydriques l'alimentant, à la faveur de la réalisation des deux stations de dessalement de Honaine et de Souk Tlata de 200 000 mètres cubes d'eau/jour chacune. Le barrage de Hammam Boughrara et plusieurs forages l'alimenteront en eau, renforçant, ainsi, l'apport du barrage de Beni Bahdel, a-t-on rappelé. Ces eaux seront gérées à partir des infrastructures inhérentes au projet, à savoir des stations de pompage et des réservoirs. Le réseau d'irrigation est un ensemble formé par des organes, ouvrages et appareils qui assureront le transport, la répartition et la distribution des eaux à chaque exploitation agricole, ainsi que l'évacuation des eaux excédentaires, a indiqué, pour sa part, le représentant de la direction des ressources en eaux de la wilaya.

Hatem D./Agences



Maroc

# Retour des tensions dans le Rif après la mort d'un manifestant

■ La situation s'est de nouveau tendue dans la ville d'Al-Hoceïma, épice de d'un mouvement de contestation dans la région marocaine du Rif (nord), où les appels à manifester se multiplient après la mort d'un manifestant qui a succombé mardi à ses blessures graves causées suite à des heurts avec la police lors d'une manifestation dans cette ville.

Par Amel D.

« **L**a crise du Rif revient à zéro », résume vendredi le quotidien arabophone Akhbar Al Yaoum, qui fait état de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Au cœur des crispations, le décès, mardi, d'Imad Atabi, qui était plongé dans le coma depuis sa blessure à la tête le 20 juillet, lors d'affrontements dans la ville d'Al-Hoceïma. Qualifié de « martyr » par les membres du « Hirk », nom donné localement au mouvement de contestation, et par des associations de défense des droits de l'Homme, il est le premier manifestant mort suite à des heurts avec les forces de l'ordre depuis que les protestations ont débuté en octobre dernier. Les manifestants dénoncent la « marginalisation » de leur région. Ses funérailles se sont déroulées mercredi dans une « ambiance électrique, laissant place à un sit-in et des affrontements entre police et manifestants », a rapporté le site du magazine marocain TelQuel. Des membres du « Hirk » ont appelé à une manifestation vendredi soir à Al-Hoceïma, à la mémoire du manifestant décédé, alors que de nouvelles arresta-

tions dans les rangs du mouvement ont été enregistrées. « Le « Hirk » a désormais un martyr, un leader, des détenus, des symboles et un cahier revendicatif », décrypte vendredi le journal Akhbar Al Yaoum, qui évoque un « sentiment d'injustice » de cette région. Depuis plus de huit mois, le Maroc vit au rythme du Hirk du Rif, le mouvement de contestation populaire et sociale enclenché à la suite du décès tragique de Mohcine Fikri, marchand de poissons broyé par un camion-benne en octobre 2016 à Al Hoceïma en essayant de récupérer sa marchandise saisie par la police. Mercredi, un ancien ministre marocain, l'économiste Saïd Saâdi, a indiqué que le Maroc risque de s'installer dans « une instabilité sociopolitique » dont les conséquences seront « dommageables » pour l'avenir, soulignant que la persistance du mouvement « Hirk » en dit long sur les faiblesses structurelles dont souffre le royaume et qui provoquent régulièrement des protestations dans différentes villes et localités du pays. Cet ancien cadre du Parti du progrès et du socialisme (PPS), dont il a démissionné en 2014, a expliqué également que « la reprise des contestations populaires



qu'illustre le Hirk du Rif révèle également une crise de l'intermédiation politique traditionnelle et trahit la forte concentration des pouvoirs autour du Palais », relevant à ce sujet que « l'ancien Chef

du gouvernement, Abdelilah Benkirane, a confié dernièrement au quotidien Akhbar Al Yaoum ne pas avoir été associé à la conception du projet Al Hoceïma, phare de la

Méditerranée (lancé en octobre 2015), dont la non-réalisation a attisé les tensions sociales dans le Rif ». A. D./ APS

Libye

## Le maréchal Haftar et son rival Sarraj à Moscou

Le Chef du gouvernement d'entente nationale libyen, Fayez al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar sont attendus à Moscou, a annoncé vendredi soir Lev Dengov, à la tête du groupe russe de contact sur la Libye. « Demain à Moscou, le maréchal Khalifa Haftar arrive de Tobrouk et le Premier ministre du gouvernement reconnu (par la communauté internationale, ndr) Fayez al-Sarraj », a-t-il déclaré à l'agence de presse russe Interfax. « Lors de cette réunion, les questions relatives à la réconciliation des parties en conflit seront évoquées », a-t-il affirmé, sans préciser la date de cette réunion, ni si elle inclura des discussions directes entre les deux rivaux. Selon lui, au cours de cette réunion, « les questions relatives à la sécurité nationale, à la lutte contre les groupes terroristes, qui tentent de pénétrer en Libye, ainsi que la question des immigrés qui arrivent en Europe et Asie à travers la Libye » seront aussi au menu. La Russie souhaite « discuter avec toutes les parties du conflit et tenter de les réconcilier, et c'est à cela que sera consacrée la rencontre », a ajouté M. Dengov, dont le groupe a été mis en place conjointement par la Douma (chambre basse du Parlement russe) et le ministère russe des Affaires étrangères. Fin juillet, Khalifa Haftar et Fayez al-Sarraj se sont mis d'accord sur une déclaration en dix points dans lesquels ils s'engagent notamment à un cessez-le-feu et à organiser des élections le plus rapidement pos-

sible.

### Plus d'un demi-million d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire

Six ans après le début de la crise en Libye, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a souligné que plus de 550 000 enfants ont besoin d'aide en raison de l'« instabilité politique, des conflits

en cours, des déplacements et de l'effondrement économique qui touchent le pays ». « Des violences intenses dans certaines parties du pays ont obligé les familles à fuir leurs foyers. Plus de 80 000 enfants sont déplacés à l'intérieur du pays et les enfants migrants en Libye sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation », a déploré le directeur régional de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Geert Cappelaere, cité

jeudi par un communiqué de l'ONU. Depuis 2011, l'Unicef a accru son aide en Libye pour répondre aux besoins des enfants sur le terrain. En octobre prochain, le fonds onusien prévoit d'avoir son personnel international opérer à plein temps en Libye. « Dans l'intérêt des enfants, l'Unicef appelle à une solution politique immédiate à la crise et à la fin de la violence », a souligné M. Cappelaere.

O. T./APS

Tunisie

## Plus de 5 millions d'inscrits aux élections municipales de décembre

Le nombre total des inscrits aux élections municipales en Tunisie du 17 décembre prochain a atteint 5 373 845 parmi un registre électoral global de 5 740 291, a annoncé vendredi l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Le vice-président de l'ISIE, Anouar Belhassen, a révélé lors d'un point de presse que 535 784 électeurs sont inscrits pour la première fois sur le registre électoral en plus de 92 201 mises à jour au total. Parmi les inscrits aux élections municipales, a-t-il confié, 47,64% sont des femmes et 52,36% d'hommes alors que 3,27% représentent une tranche d'âge de 18 à 21 ans. Démarrée le 19 juin dernier, l'opération d'inscription sur le fichier électoral a pris fin jeudi dernier à minuit avec 28 000 nouvelles inscriptions durant ce

dernier jour. 27,75% des nouvelles inscriptions, soit 148 648 électeurs sont des jeunes âgés entre 18 et 21 ans tandis que 2,4% des électeurs inscrits à l'étranger vont voter sur le territoire tunisien. Déjà lancées, les candidatures aux 7 182 sièges municipaux répartis sur 350 municipalités devraient être déposées, selon l'ISIE, d'ici le 26 septembre 2017 sans aucune intention de réviser ce délai. L'instance électorale tunisienne explique, dans ce sens, que tout report ou retard de cette échéance au-delà de 2017 nuirait à la réputation de la Tunisie à l'étranger d'autant plus que cela constituerait un indice négatif aux yeux de la communauté internationale. En effet, l'ISIE argumente l'impérative de tenir ces municipales avant la fin de 2017 par le fait qu'il s'agit

de la première échéance électorale locale après celles de 2010, de plus qu'elles viennent concrétiser la nouvelle Constitution tunisienne approuvée quatre ans auparavant, une période qualifiée d'assez suffisante. D'un autre côté, une fois l'année en cours dépassée, les élections municipales pourraient se croiser avec le processus électoral national (législatives et présidentielle de 2019) qui nécessite au moins 10 mois à partir du démarrage de la campagne d'inscription. Selon la réglementation tunisienne relative aux élections et référendums, les conditions d'éligibilité des candidats aux conseils municipaux prévoient, entre autres, la nationalité tunisienne et l'âge minimum de 18 ans le jour du dépôt.

R. M.



Trump

# «Le feu et la colère» promis à Pyongyang, «peut-être pas assez»

■ Loin d'essayer de faire retomber la fièvre, Donald Trump a redoublé de virulence face à la Corée du Nord en estimant que sa formule «le feu et la colère» promis à Pyongyang n'était «peut-être pas assez dure».

Par Rosa F.

Mais le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, a semblé plus prudent, insistant sur le fait que «l'effort américain est porté par la diplomatie» et mettant en garde contre le scénario «catastrophique» d'un conflit armé. Accusé par le régime de Kim Jong-Un d'avoir perdu la raison, le président américain a lui défendu sa formule controversée sur «le feu et la colère», estimant qu'elle n'était «peut-être pas assez dure». «Il est grand temps que quelqu'un parle haut et fort pour les habitants de notre pays et les habitants d'autres pays», a-t-il déclaré depuis son golf de Bedminster, dans le New Jersey, où il passe des vacances. Pyongyang a présenté son projet détaillé pour tirer quatre missiles au-dessus du Japon vers le

territoire américain de Guam, avant-poste stratégique des forces américaines dans le Pacifique sur la route de l'Asie. Cela constituera «un avertissement crucial aux États-Unis», a prévenu la Corée du Nord. Cette guerre rhétorique autour des programmes balistique et nucléaire de Pyongyang alimente les craintes d'une erreur de calcul qui aurait des conséquences catastrophiques sur la péninsule coréenne et au-delà. En juillet, le Nord a mené deux tirs réussis de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), mettant une bonne partie du continent américain à sa portée. Interrogé sur d'éventuelles frappes préventives, M. Trump, est resté évasif. «Nous nous préparons à de nombreux scénarios différents», a-t-il dit. «Si la Corée du Nord fait quoi que ce soit – ne serait-ce qu'en songeant à atta-



PH. D. T. R.

quer des gens que nous aimons, ou nos alliés, ou nous-mêmes – ils devront vraiment s'inquiéter». L'Australie a apporté hier matin son soutien aux États-Unis en cas d'attaque nord-coréenne. La région risque «une mini-crise des missiles cubains», a jugé John Delury, professeur à l'université Yonsei de Séoul. En 1962, l'installation de fusées nucléaires soviétiques à Cuba avait provoqué une surenchère et fait craindre à la planète une guerre atomique. Réaffirmant que la Chine, principal partenaire économique de Pyongyang, pouvait «faire beaucoup plus» pour mettre la pression sur le régime de Kim Jong-Un, le président américain a affiché sa conviction que les lignes allaient bouger sur ce front. «Ils savent ce que j'en

pense. Cela ne va pas continuer comme ça», a-t-il assuré. Hier, un journal officiel chinois a déclaré qu'en cas de conflit entre Washington et Pyongyang, la Chine ne devrait pas intervenir. Pékin doit «faire clairement savoir que si la Corée du Nord envoie des missiles menaçant le sol américain en premier lieu et que les États-Unis réagissent, la Chine restera neutre», a affirmé le quotidien *Global Times* dans un éditorial. En Corée du Sud, de plus en plus de voix s'élevaient pour que Séoul développe son propre arsenal nucléaire, compte tenu de la situation. Ainsi, le journal *Korea Herald* a déclaré dans un éditorial qu'«il est temps de commencer à réexaminer l'armement nucléaire». Une optique qui rendrait Pyongyang furieux.

Les propos incendiaires de M. Trump sont autant d'«absurdités», a déclaré le général Rak-Gyom, commandant des forces balistiques nord-coréennes, cité par l'agence officielle KCNA. «Un dialogue sensé n'est pas possible avec un gars comme ça qui a perdu la raison». L'armée nord-coréenne apportera les touches finales à son projet contre Guam d'ici la mi-août et le soumettra pour évaluation au jeune dirigeant nord-coréen, a-t-il ajouté. Quatre missiles seront tirés simultanément et survoleront les préfectures japonaises de Shimane, Hiroshima et Koichi, a expliqué l'armée. Les engins «voleront 17 minutes et 45 secondes sur une distance de 3 356,7 km, et s'écraseront en mer à 30 ou 40 km de Guam». Ils s'abîmeraient ainsi à l'extérieur des eaux territoriales américaines. Située dans le Pacifique-ouest, à quelque 3 500 km de la Corée du Nord, Guam compte des installations stratégiques américaines – bombardiers lourds à longue portée, chasseurs et sous-marins – qui participent régulièrement à des démonstrations de force sur et près de la péninsule coréenne, à la grande fureur de Pyongyang. Guam, une île où vivent 162 000 habitants, est également équipée d'un bouclier anti-missiles THAAD.



## Points chauds

### Comptes

Par Fouzia Mahmoudi

Le Parti socialiste, à l'agonie depuis les résultats catastrophiques des dernières élections présidentielles, connaît aujourd'hui des problèmes économiques qui lui font entrevoir la possibilité de devoir vendre son siège historique à la rue de Solferino. Et si ces derniers jours la publication des frais de la «Belle Alliance», une rencontre organisée par Jean-Christophe Cambadélis entre les différentes gauches, a fait scandale avec une note de plus de 500 000 euros, la publication des comptes de campagne de tous les participants au scrutin a également provoqué de nombreuses réactions. La campagne de Benoît Hamon a été «sérieuse et sobre», ont pourtant affirmé jeudi trois responsables de sa campagne présidentielle dans une tribune à *Libération*. «Nous n'avons en aucune manière à rougir de l'argent perçu et utilisé», écrit Régis Juanico, ex-trésorier de campagne du candidat PS, Mathieu Hanotin, ancien codirecteur de campagne et Bastien Recher, ex-secrétaire général administratif de la campagne. Les chiffres de la commission des comptes de campagne publiés indiquent que Hamon, éliminé dès le 1<sup>er</sup> tour avec 6,36 % des voix, a dépensé 15,072 millions d'euros, un peu moins qu'Emmanuel Macron (16,698 millions), qui a remporté l'élection avec 66,1% des voix des suffrages au second tour. Mercredi dernier, sur LCI, le porte-parole du PS, Julien Dray, avait estimé qu'il fallait «demander des comptes» au candidat et réclamé un audit. «C'est beaucoup de sous pour un résultat très modeste, avait-il dit, nous sommes un certain nombre à avoir beaucoup d'interrogations sur la manière dont a été géré ce budget». «Oui, Benoît Hamon a dépensé 6,58 euros par voix gagnée quand Emmanuel Macron n'en a dépensé qu'1,9», écrivent les responsables de sa campagne, en ajoutant qu'«avec un parti divisé, la déloyauté inédite de nombreux dirigeants socialistes (...) et une campagne électorale éclair», celui qui était alors député des Yvelines «avait toutes les raisons de compenser les difficultés par des dépenses supplémentaires». «Ce choix n'a pas été fait et les dépenses sont restées dans le budget initial prévu», assurent-ils, soulignant que le niveau des dépenses au premier tour est «inférieur à celui des principaux candidats des élections de 2007 et de 2012», et que Hamon a été «le seul candidat à avoir fait le choix très net de publier la liste intégrale de ses grands donateurs». Hamon semble surtout faire les frais de la colère de ceux qui voient leur parti relégué en seconde ligne, incapable désormais de compter dans le débat public, mais Manuel Valls par exemple aurait-il eu un meilleur résultat ? Rien n'est moins sûr. Mais les socialistes à l'heure du bilan ont un bouc émissaire tout désigné qui fera les frais de leur colère, alors qu'aujourd'hui la question est surtout de savoir comment un jeune parti d'un an à peine a réussi à l'aide de son candidat novice en politique à leur «voler» leurs membres et surtout leur électorat ? Hamon ne peut certainement pas expliquer à lui seul ce phénomène qui est le résultat d'une mauvaise gestion d'ensemble. Un ensemble qui continue à se préoccuper de faux problèmes plutôt que de se demander pourquoi les Français ne veulent plus du PS que ce soit à l'Élysée ou à l'Assemblée.

F. M.

Corée du Sud

## Les appels demandant un arsenal nucléaire se multiplient

Amesure que la querelle s'envenime entre les États-Unis et la Corée du Nord, les appels se multiplient au Sud pour que Séoul se dote de son propre arsenal nucléaire, ce qui ne ferait que compliquer davantage la situation. Environ 28 500 soldats américains sont déployés en Corée du Sud pour défendre ce pays contre le Nord. Séoul n'a pas le droit de fabriquer ses propres armes nucléaires depuis la signature en 1974 d'un traité sur l'énergie atomique avec Washington, lequel le protège en retour avec son «parapluie nucléaire». Mais Pyongyang menace régulièrement de transformer Séoul en «mer de flammes». Et les interrogations sur la volonté réelle de Washington de défendre Séoul au risque de mettre des villes américaines en danger se font de plus en plus lancinantes. Les médias ont pris la tête d'une campagne pour demander aux autorités de changer leur fusil d'épaule. La Corée du Sud est en pointe dans les domaines technologiques et les analystes estiment qu'elle pourrait mettre au point une bombe nucléaire quelques mois seulement après l'avoir décidé. «Le temps est venu d'évaluer les armes nucléaires», écrit

hier le *Korea Herald* dans un éditorial. En juillet, Pyongyang a mené deux essais réussis de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), mettant une bonne partie du continent américain à sa portée. «La confiance dans le parapluie américain peut être ébranlée», avertit le journal. Et d'appeler Washington à déployer des armes atomiques au Sud s'il ne veut pas voir Séoul se doter de son propre arsenal. Après la guerre de Corée (1950-53), les États-Unis avaient déployé certains de leurs armements nucléaires au Sud mais les avaient retirés lorsque les deux Corées avaient fait la promesse conjointe en 1991 de parvenir à une péninsule dénucléarisée. Puis, Pyongyang a mené en 2006 son premier essai nucléaire, et a renoncé officiellement à cet engagement en 2009. Ces derniers mois, les tensions se sont envolées, atteignant de nouveaux sommets cette semaine lorsque le président Donald Trump a promis à Pyongyang «le feu et la colère». En retour, le Nord a affirmé que le président américain avait «perdu la raison» et annoncé un plan précis pour tirer quatre missiles vers le territoire américain de Guam, dans le Pacifique. Cette nouvelle guerre

rhétorique inquiète des Sud-Coréens pourtant habitués aux diatribes hostiles du Nord. Un conflit avec le Nord aurait des conséquences dévastatrices sur la quatrième économie d'Asie, qui est à portée des forces d'artillerie conventionnelles considérables de Pyongyang. «La catastrophe plane», a écrit cette semaine le quotidien *Chosun*. «Toutes les options, même celles qui étaient impensables, doivent être sur la table». Pyongyang, qui rêve de mettre au point un ICBM capable de délivrer une bombe nucléaire sur le continent américain, a mené au total cinq essais nucléaires, dont trois depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un en décembre 2011. L'année dernière, une enquête montrait qu'environ 57% des Sud-Coréens étaient favorables à l'idée d'avoir un arsenal nucléaire, contre 31% d'avis contraires. «Nous devons disposer de nos propres options militaires pour défaire le Nord», juge le *Korea Economic Daily*, appelant à «l'équilibre de la terreur». Il ne fait aucun doute que Pyongyang serait furieux si Séoul avait la bombe, lui qui justifie ses programmes balistique et nucléaire par la nécessité de se défendre face aux menaces d'invasion de son territoire.





## Musique

# Le groupe «Ithrène» enchante les Algérois

■ Le groupe «Ithrène» (*Les étoiles*) de musique chaouïe a animé, vendredi soir à Alger, un concert intitulé «El Mahfel», en référence à son dernier opus sorti en 2017, au contenu ancestral et à la forme moderne, empreinte d'un habillage intelligent, conçu dans des rythmes et des arrangements ouverts sur les musiques du monde.



Par Abla Selles

Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh, le groupe «Ithrène» a livré une prestation pleine, devant la centaine de spectateurs venue apprécier les pièces de son dernier né après «Imazighen» (1993) et «New Tindi» (2011), sorti en hommage au monument de la musique targuie Othmane Bali disparu en 2005.

Durant 70 mn, Aziz Laïb, au chant et au bendir, Mohcène et Yazid Ferrah, aux guitares, électrique et basse, Wassim

Remmache au clavier-synthétiseur, Amir Bouzidi à la trompette et Ali Zaïdi à la batterie, ont fait montre de technique et de créativité, donnant de la hauteur au patrimoine musical chaoui dans des interprétations ouvertes, entre autres, sur le rhythm and blues, le rock et le jazz-rock, auxquelles le public a adhéré.

Les pièces, «El Mahfel», «Ach Abouya», «Ouchen» (Le loup), «Agoujil» (L'orphelin), «Idhelli» (Hier), «Tidoukla» (L'amitié), «Eddourth Fellam» (Ton tour est venu, s'adressant à une femme), «Adrar En'Lawrès» (La montagne des Aurès) et «El Fouchi» (Le

fusil) du dernier opus, ainsi que «Tamurt En'Nagh» (Notre patrie), «Allah A Yemma» et «Ach Mezrigh» (Je te voyais) de l'album «New Tindi», ont été brillamment déroulées, incitant le public à céder au relâchement.

Les instrumentistes brillants de maîtrise et de professionnalisme ont rendu un spectacle plaisant, caractérisé par un travail de recherche approfondi, où l'harmonisation conçue dans les intervalles ouverts des gammes pentatoniques, a été embellie de marquages et syncopes rythmiques.

Aziz Laïb, à la voix étoffée et

Mohcène Ferrah, virtuose de la guitare, ainsi que Yazid Ferrah à la basse et le batteur Ali Zaïdi, agissant tous deux dans la rigueur du métronome, ont particulièrement brillé, faisant montre de toute l'étendue de leurs talents, respectivement dans des intonations vocales aux vibrations autochtones et des phrases rapides joués à trois dans une parfaite synchronisation et avec une dextérité remarquable.

Chantant en tamazight, la fête, la terre, les traditions chaouïes, l'amour, la fierté, le rapport à la mère, la montagne et la patrie, le groupe «Ithrène» a

séduit l'assistance qui a interagi avec le chanteur et répondu aux sollicitations du guitariste, appréciant chaque instant du concert dans l'allégresse et la volupté.

«Le groupe «Ithrène» nous a bien fait voyager, bravo à eux !», a confié une spectatrice à l'issue du spectacle.

Fondé en 1992 par Aziz Laïb et les frères Ferrah : Mohcène, Yazid et Rabah (absent au concert), le groupe «Ithrène», ambitionne de donner un habillage contemporain, ouvert sur le jazz, au genre chaoui, un des registres du riche patrimoine musical algérien.

Programmé pour une représentation unique dans la capitale par l'Opéra d'Alger sous l'égide du ministère de la Culture, le groupe «Ithrène» animera, selon Yazid Ferrah, un concert à «Annaba le 18 août prochain».

A. S.

## Rendez-vous culturels

### Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :

Une exposition nommée «D'Icosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

### Palais des Raïs Bastion 23

Jusqu'au 5 octobre :

«Les jardins d'Alger» s'exposent au niveau de la capitale.

### Du 31 août au 9 septembre :

Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

### Du 14 au 23 septembre :

Exposition «Jardins d'Alger» Par Akacha Talbi, plasticien.

### Galerie Sirius (139, Bd Krim-Belkacem, Télémy. Alger-centre)

Jusqu'à fin août :

Exposition de peinture «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

### Plages de six wilayas du pays

Jusqu'au 24 août :

L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) revient cette année avec une nouvelle édition de Cinéplages où plus de six films seront projetés aux estivants.

L. B.

## Festival national de la poésie amazighe à Taourirt Bouar

### Ouverture de la 4<sup>e</sup> édition

La quatrième édition du Festival national de la poésie amazighe s'est ouverte au village Taourirt Bouar, dans la commune d'Aït Zikki, relevant de la daïra de Bouzeguène, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tizi Ouzou, a-t-on constaté.

Une soixantaine de poètes issus de 10 wilayas du pays, dont Béjaïa, Boumerdès, Alger, Tipaza, sétif et Bordj Bou-Arreridj, prennent part à ce concours organisé par l'association culturelle «Smaïl Azikkiw» en collaboration avec le comité de village, l'APC d'Aït Zikki et la direction de la culture.

La cérémonie d'ouverture de cette édition, dédiée cette année à la mémoire du poète Lounis Azzi, s'est déroulée en présence du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), El Hachemi Assad, qui a rappelé l'importance de ces manifestations dans la promotion de la culture et de la langue amazighe à travers l'incitation des jeunes poètes et écrivains à utiliser tamazight comme moyen d'expression.

Tout en saluant l'initiative de l'association organisatrice et l'implication des citoyens du

village et de la commune dans l'organisation de cet événement, qui ne cesse de grandir d'année en année, M. Assad a annoncé que les lauréats de cette quatrième édition prendront part en octobre prochain au Festival national de la poésie amazighe d'Illizi, placé cette année dans le cadre de la célébration du centenaire de l'écrivain, anthropologue et chercheur Mouloud Mammeri.

Selon le SG de HCA, Mouloud Mammeri a œuvré durant toute sa vie pour la promotion et l'épanouissement de la langue et la culture amazighe et c'est dans le but de faire connaître son travail, débattre de son œuvre et poursuivre sur sa lancée que le Haut-Commissariat à l'amazighité célèbre son centenaire à travers des activités qui se poursuivront jusqu'à décembre prochain et toucheront les différentes wilayas du pays.

Les organisateurs de ce concours de poésie, devenu une tradition annuelle à Taourirt Bouar qui attire de plus en plus de participants, ont expliqué que le principal objectif est de découvrir les jeunes talents dans le domaine de la poésie amazighe et

les encourager à persévérer dans le but de contribuer à la promotion de tamazight.

C'est aussi une occasion de rendre hommage aux grands piliers de la poésie kabyle en particulier et amazighe en général, à l'instar de Smaïl Azikkiw, Dda Amar Azzi et d'autres qui sont beaucoup plus connus à l'image de Si Mohand Oumhand et Chikh Mohand Oulhocine, ont-ils affirmé.

Le festival constitue également une aubaine d'échange de connaissances et d'expérience entre les participants et de tissage de liens avec les invités des autres wilayas, qui se rendent dans les hautes montagnes de Kabylie pour prendre part au concours mais aussi pour découvrir des tableaux naturels favorables à l'inspiration poétique.

En dehors des récitals poétiques prévus dans le cadre du concours, le festival qui se poursuivra jusqu'au 12 août prochain, sera marqué par des expositions de l'artisanat traditionnel, des conférences sur la poésie amazighe, du chant et des spectacles du théâtre, a-t-on fait savoir.



## Coup-franc direct

Des décisions à revoir !

Par Mahfoud M.

Le fait de «migrer» en masse vers le voisin tunisien à chaque intersaison montre, si besoin est, que les clubs algériens n'ont aucune vision. En effet, même s'ils sont gagnants sur le plan financier, les conditions de préparation ne sont pas idéales. Avec la chaleur suffocante qui y règne, nul doute que cela sera difficile pour les joueurs de travailler dans les meilleures conditions. Nos clubs devraient redoubler d'ingéniosité et penser à une autre manière de préparer leurs équipes, car il ne sert à rien de payer en devises une préparation et affronter des formations du pays en se déplaçant alors qu'ils auraient pu le faire ici en Algérie. Par ailleurs, les autorités locales devraient tout revoir en aidant à la construction de centres de préparation, sachant que les sites idéales ne manquent pas avec le mont de Tikijda, la forêt de Seraïdi, ainsi que d'autres endroits très intéressants, que ce soit sur le littoral ou dans les villes de l'intérieur qui disposent de tous les moyens. Laisser les clubs livrés à eux-mêmes sans les aider ne sert pas le sport algérien qui doit être bien pris en charge pour espérer aller de l'avant et ne pas se contenter des miettes des autres pays.

M. M.

### Tennis/ITF Womens Middelkerke (Belgique) Ines Ibbou proche d'une participation

LA JOUEUSE de tennis algérienne Ines Ibbou, s'est portée candidate pour participer au tournoi international «ITF Womens Middelkerke», prévu du 27 août au 2 septembre en Belgique, selon la liste des participants dévoilée vendredi par la Fédération internationale de tennis (FIT). Ibbou (1114) se trouve dans le 16<sup>e</sup> rang de la liste d'attente qui porte 187 candidates. Cette compétition, destinée uni-

quement aux dames, est dotée d'un prize-money de 15 000 dollars. L'Algérienne reste sur un parcours «honorabile» réalisé lors des deux tournois internationaux de Knokke Zoute ladies Open (15 000 \$) et Iris ladies trophy (15 000 \$), disputés au mois de juillet en Belgique où elle avait atteint respectivement le premier tour et les quarts de finale des tableaux finaux.

### Athlétisme / Mondiaux-2017 (décathlon) Larbi Bourrada décroît !

L'ALGÉRIEN LARBI Bourrada a abandonné le concours du décathlon des Championnats du monde 2017, après le déroulement des épreuves du 100 m, du lancer de poids, de la longueur et du saut en hauteur, disputées vendredi au stade olympique de Londres. 19<sup>e</sup> après trois épreuves disputées vendredi matin avec un total de 2464 points, Bourrada qui a abandonné lors de l'épreuve de saut en hauteur après avoir franchi une barre à 1.90 m, termine avec un total de 3178 points. La première place du décathlon est occupée par le grand favori, le Français Kevin Meyer (3553 points), devant

deux Allemands Rico Fraimuth (3445 points) et Kai Kazmirek (3444 points). Au 100 m, Bourrada a réalisé sa meilleure performance de la saison (MPS) avec un chrono de (10.80), terminant à la 2<sup>e</sup> place de sa série derrière le Serbe Mihail Dudas (10.75). A la longueur, Bourrada a sauté 7.22 m, soit à 23 cm du meilleur saut réalisé par le Thaïlandais Sutthisak Singkhon (7.65 m). Dans le concours du lancer de poids, le champion d'Afrique a réussi un jet à 13.41 m (MPS) s'adjugeant la 9<sup>e</sup> place du groupe A, alors que le meilleur lancer a été réalisé par le Français Kevin Meyer (15.72 m).

El Hadi Ould Ali

### «Une cellule installée pour gérer la crise du karaté»

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a qualifié, vendredi soir à Constantine, d'«injuste» la suspension de la Fédération algérienne de karaté-do par la Fédération mondiale de karaté-do (WKF). «La suspension de la FA de karaté par la WKF est une décision injuste», a indiqué le ministre, en marge d'une visite au stade Chahid-Hamlaoui qui devait abriter hier soir le match du dernier tour qualificatif du Championnat d'Afrique des nations CHAN 2018 opposant la sélection algérienne A' à l'équipe libyenne, soulignant qu'«une correspondance a été envoyée à la WKF demandant de plus amples explications sur cette décision». Il a, à ce propos, ajouté que la loi «n'interdit pas que la fédération soit gérée par un directeur». Une «cellule de crise a été installée à cet effet par le ministre de la Jeunesse et des Sports et des contacts ont

été entamés pour explorer toutes les voies possibles et nécessaires pour une éventuelle annulation de cette décision», a encore ajouté le ministre, affirmant que le directeur opère de manière «réglementaire» et a pu réaliser «un parcours respectable avec des participations et récompenses dans diverses compétitions». Le directeur a été installé comme mesure temporaire en vue de mettre fin à une longue période d'instabilité ayant affecté sérieusement le fonctionnement de cette fédération, a rappelé le ministre. La Fédération mondiale de karaté-do (WKF) a annoncé lundi dernier sa décision de suspendre avec effet immédiat la Fédération algérienne de karaté-do (FAK), a-t-on rappelé. Il a, dans ce sens, affirmé qu'une Assemblée extraordinaire électorale sera organisée «pour mettre fin aux perturbations» affectant cette discipline.

MC Alger

## Les choses sérieuses commencent

■ Les choses sérieuses ont commencé pour le Mouloudia d'Alger qui est en stage à Vichy depuis mercredi dernier et y restera au moins pour une dizaine de jours.

Par Mahfoud M.

ANSI, la direction du doyen des clubs algériens a mis le paquet pour pouvoir préparer l'équipe à la nouvelle saison, sachant que le principal objectif sera, encore une fois, de jouer les premiers rôles dans le championnat national en plus du fait qu'il faudra aller loin dans la Coupe de la Confédération africaine. La direction qui a engagé le coach français Bernard Casoni, ancien champion de France et d'Europe avec l'OM Marseille, annonce donc la couleur et prouve qu'elle fait tout pour permettre à l'équipe de remporter un titre cette saison. En tout cas, tous les moyens sont mis à la disposition de la formation algéroise pour qu'elle puisse réussir, surtout que ce stage en France devrait beaucoup aider le groupe à se préparer comme il se doit, sachant que les conditions sont idéales avec le temps clémente, alors que les autres formations se préparent sous une chaleur insupportable en Tunisie, pour la plupart. Par ailleurs, et pour ce qui est de l'entraîneur



Casoni, nouvel entraîneur du MCA

Casoni, tous les joueurs se sont enthousiasmés après son engagement, eux qui connaissent son vécu en tant que joueur et son expérience en tant que technicien qui a travaillé au Maghreb en prenant en main la formation tunisienne du Club Africain, prochain adversaire du MCA en Coupe d'Afrique. Les coéquipiers de Hachoud pensent qu'ils devraient pouvoir encore progresser avec Casoni, connu pour ses compétences. Le staff technique est aussi bien fourni avec déjà Saïfi, ancien

joueur du Doyen et ex-international, qui est déjà en place depuis quelque temps et a débuté la préparation avec la formation algéroise. Après le premier match amical, le Mouloudia devrait disputer deux autres tests face à des formations françaises de quatrième et cinquième divisions. Le plus important pour le staff technique est de faire jouer tout le monde et donner leur chance aux joueurs, quel que soit leur statut.

M. M.

USM Blida

### Samir Boudjaârane à la barre technique

LE technicien Samir Boudjaârane est devenu le nouvel entraîneur de l'USM Blida, en remplacement de Farid Zemiti, a-t-on appris auprès du nouveau promu en Ligue 1 Mobilis de football. Farid Zemiti, arrivé durant cette intersaison, a fini par jeter l'éponge au bout de quelques séances d'entraînement en réaction au non-paiement des joueurs, préférant se retirer «au lieu de continuer à travailler dans des conditions difficiles», selon ses propos. La

direction du club n'a pas tardé à trouver son successeur en jetant son dévolu sur Boudjaârane qui avait déjà eu à travailler avec plusieurs formations à l'image du NA Hussein-Dey ou encore le RC Kouba. L'USMB a vu l'arrivée d'un nouveau président en l'occurrence Chouaib Aïm (28 ans), désigné par les actionnaires de la SSA/USMB, en remplacement

de Smail Berdaoui. A l'instar des autres clubs de la Ligue 1, l'USMB a engagé plusieurs joueurs de différents paliers, à l'image de Hamza Zeddami (ex-NA Hussein-Dey). Lors de la 1<sup>re</sup> journée de la saison 2017-2018 prévue le week-end du 25-26 août prochain, l'USMB se déplacera sur le terrain du MC Oran.

DRB Tadjenanet

### Bira se retire, Bracci en pôle position

LE technicien Abdelkrim Bira qui devait diriger la barre technique du DRB Tadjenanet (Ligue 1 algérienne de football) a fait marche arrière en raison d'un différend lié aux modalités du contrat, a-t-on appris auprès du club de l'Est. Bira, qui reste sur une expérience en tant que directeur technique sportif (DTS) de l'USM Alger, est le 2<sup>e</sup> entraîneur à faire faux bond au DRB Tadjenanet après Abderahmane Mehdaoui qui a quitté son poste au bout de 48h, dirigeant même une séance d'entraînement en Tunisie, où l'équipe se trouve en stage d'entraînement. Pour pallier ce problème d'entraîneur, la direction de Tadjenanet est entrée en négociation avec François Bracci, l'ancien coach du MC Alger et du CS Constantine. Par ailleurs,

le DRBT jouera trois matchs amicaux la semaine prochaine : le samedi 12 août face à l'US Biskra, le lundi 14 août face au MC Saïda alors que le dernier test, dont la date reste à désigner, se jouera face aux Qataris d'Al-Sailiya SC. Ayant réussi à se maintenir parmi l'élite lors des dernières journées de la compétition, la formation de Tadjenanet a connu un véritable remue-ménage au sein de son effectif avec le recrutement de pas moins de 16 joueurs. Ses coéquipiers du capitaine d'équipe Ali Guitoune entameront la saison 2017-2018 en déplacement sur le terrain de l'Olympique Médéa, à l'occasion de la première journée prévue le week-end du 25 et 26 août.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Suite à des descentes dans plusieurs quartiers populaires de la capitale

Plus d'une trentaine de personnes arrêtées pour trafic de drogue



LES FORCES de police relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de 33 individus suite à des descentes effectuées dans plusieurs quartiers populaires, a indiqué avant-hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Les mis en cause sont poursuivis pour détention et trafic de stupéfiants, et pour port d'armes blanches prohibées. Des quantités importantes de kif traité et de

stupéfiants ont été également saisis, précise le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre les parkings sauvages à Alger, 10 personnes ont été également arrêtées.

La police des frontières maritimes du port d'Alger a saisi, dans deux opérations distinctes, 3 173 cartouches de cigarettes et 325 sachets de tabac à chiquer à bord d'un véhicule. Le suspect a été arrêté, a ajouté le communiqué.

## Gardes-côtes à Mostaganem

### Quatre marins-pêcheurs secourus

UNE UNITÉ des gardes-côtes a réussi avant-hier à porter secours à quatre marins-pêcheurs à bord d'une embarcation en naufrage, lors d'une opération de recherche et sauvetage à deux miles au nord de Cap Willis à Mostaganem, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale, précisant que les naufragés ont été évacués vers le port de Mostaganem. «Suite à un appel de détresse, une unité des garde-côtes a réussi, le 11 août 2017, à porter secours à quatre marins-pêcheurs à bord d'une embarcation en naufrage, et ce, lors d'une opération de recherche et sauvetage à deux miles au nord de Cap Willis à Mostaganem. Les naufragés ont

été évacués vers le port de Mostaganem», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, deux détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les Douanes algériennes ont intercepté à Oran «quatre narcotrafiquants en possession de 39 kilogrammes de kif traité».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont arrêté à In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Tamanrasset «treize contrebandiers et saisi cinq détecteurs de métaux, trois groupes électrogènes, trois marteaux piqueurs, 245 grammes de métal jaune et un téléphone satellitaire», a ajouté le communiqué.

## Agression du fonctionnaire de l'hôpital Franz-Fanon de Béjaïa

### Les auteurs de l'affaire arrêtés et écroués

«LES DEUX agresseurs du fonctionnaire du service ORL de l'hôpital Franz-Fanon de Béjaïa ont été arrêtés par la police et présentés devant le parquet de Béjaïa», a-t-on appris de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Ces derniers ont été placés sous mandat de dépôt pour avoir agressé le fonctionnaire pendant le service, pour destruction de biens publics au service ORL et port d'arme blanche sans autorisa-

tion. Les mis en cause sont A.A., âgé de 29 ans et A.N., âgé de 23 ans, natifs de Béjaïa. Ils ont tenté de prendre la fuite à l'arrivée de la police, mais ils seront appréhendés et conduits au commissariat de police où ils ont été auditionnés et interrogés sur le mobile et l'objet de leur agression du fonctionnaire qui s'est avérée être un différend entre eux et la victime, précise notre source.

H. C.

## La tension monte encore entre Washington et Pyongyang



## Directoire national de la campagne électorale du FFS

### Madjid Rouar désigné coordinateur

La direction nationale du Front des forces socialistes (FFS) a désigné le secrétaire national chargé du pôle des relations internationales du parti, Madjid Rouar, comme coordinateur du directoire national de la campagne électorale des prochaines élections locales, indique, hier, un communiqué de cette formation politique.

Par Lynda N.

Les différents pôles chargés d'animer et de gérer la campagne au niveau national seront installés mardi prochain, précise la même source. La direction nationale a convoqué la commission nationale de choix de candidatures pour demain au siège national du parti pour procéder à son installation, ajoute le communiqué. Par ailleurs, l'Instance présidentielle du FFS a désigné avant-hier Hadj Djilani Mohamed en qualité de nouveau Premier secrétaire en remplacement de Abdelmalek Bouchafa, nommé membre du Comité d'éthique du parti. Cette désignation intervient conformément à «l'article 50 des statuts du parti et aux compétences qui lui sont dévolues» ainsi que dans «l'esprit de collégialité et de rotation des cadres dirigeants du parti», préci-

se la même source. Le FFS souligne que cette décision a été prise lors de la réunion de la direction nationale du Front qui avait pour ordre du jour l'élaboration et la mise en œuvre de la feuille de route du parti en prévision des prochaines échéances politiques, notamment les élections locales. A cet effet, et conformément aux décisions du dernier Conseil national, la direction nationale a procédé à «la désignation des membres du Secrétariat national devant compléter la composition de la Commission de choix des candidatures», relève la même source.

Le FFS souligne, dans ce sens, qu'il mettra en œuvre «tous les atouts et tous les moyens nécessaires à la réussite politique» de sa participation, et ce, à travers une préparation «adéquate» des mécanismes et modalités de sélection des candida-

tures «transparentes». Il a été également décidé, lors de cette réunion, de «la mise en place d'un Directoire national de campagne qui sera chargé de gérer et d'animer la campagne électorale au niveau national», ajoute le communiqué. Pour ce faire, la Direction nationale du parti appelle les militants et les citoyens à «poursuivre leur effort pour réhabiliter le politique et imposer le changement par la reconstruction du consensus national et populaire». Par ailleurs, le FFS indique qu'un programme d'activités pour la commémoration du 61<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de la Soummam et du 54<sup>e</sup> anniversaire de sa création a été arrêté. La Direction nationale a également programmé pour les 11, 12 et 13 octobre l'université d'été du parti, a conclu le communiqué.

L. N.

## Mohamed Douibi, SG d'Ennahda

### «Les jeunes sont concernés plus que les autres par le vote»

Le secrétaire général du mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a appelé, hier à Constantine, les citoyens à participer massivement aux prochaines élections locales «pour mieux choisir ceux qui vont les représenter» au sein des Assemblées.

«Les prochaines échéances locales sont une occasion pour choisir l'élément compétent au service de l'intérêt de la société», a indiqué le SG d'Ennahda lors de la cérémonie d'installation de la commission des élections locales de la wilaya.

«Les jeunes sont concernés plus que les autres par la participation au vote», a ajouté Douibi, soulignant que «seul le choix d'hommes compétents et intègres aux institutions élues peut garantir un meilleur avenir». Pour lui, ces futurs élus seront tenus de travailler pour «protéger les intérêts des citoyens et refuser toutes les politiques pouvant porter préjudice aux couches les plus vulnérables de la société».

«Nous soutenons le droit des jeunes voulant bénéficier de l'emploi et des richesses de la région», a, par ailleurs, a-t-il pré-

cisé, rappelant «l'attachement d'Ennahda au dialogue et aux voies pacifiques pour aboutir à des solutions efficaces et régler les conflits sociaux». Il a également plaidé pour «la préservation de la décision politique», notamment dans la conjoncture économique actuelle et appelé à «la lutte contre la corruption afin de prémunir les institutions de l'Etat et l'intérêt public», tout en soulignant que «le scrutin prochain est une opportunité pour la révision de la loi électorale».

Lynda N.